

RCS : LILLE METROPOLE

Code greffe : 5910

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LILLE METROPOLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2014 B 02389

Numéro SIREN : 804 204 071

Nom ou dénomination : 4P-Pharma

Ce dépôt a été enregistré le 01/03/2024 sous le numéro de dépôt 4725

4P-PHARMA

Société par actions simplifiée au capital social de 57 203 euros
Siège social : 1, rue du Professeur Calmette, 59800 Lille
804 204 071 RCS Lille

(la "**Société**")

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE LA PRESIDENTE DU 26 MAI 2023

EXERCICE DES DROITS DE SOUSCRIPTION ATTACHES A DES BSPCE₂₀₁₆ ET DES BSPCE₂₀₁₈

Le 26 mai 2023,

Madame Rachel-Revital Rattenbach, agissant en sa qualité de présidente de la Société (la "**Présidente**"),

APRES AVOIR RAPPELE QUE :

- par décisions de la Présidente du 12 juin 2018, la Société a émis 1 186 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise ("**BSPCE**") sur autorisation de l'assemblée générale extraordinaire de la Société du 14 septembre 2016 (les "**BSPCE₂₀₁₆**") ;
- par décisions de la Présidente du 11 janvier 2019, la Société a émis 1 400 BSPCE sur autorisation de l'assemblée générale extraordinaire de la Société du 28 juin 2018 (les "**BSPCE₂₀₁₈**") ;
- que chaque BSPCE₂₀₁₆ permet de souscrire à une (1) action ordinaire de la Société, pour un prix de cinquante euros et soixante centime (50,60 €), soit un euro (1 €) de valeur nominale et quarante-neuf euros et soixante centimes (49,60 €) de prime d'émission ;
- que les BSPCE₂₀₁₆ sont exerçables depuis le 12 juin 2020, et ne seront plus exerçables à compter de la fin de du contrat de travail ou du mandat social du titulaire au sein de la Société (date à laquelle les BSPCE₂₀₁₆ non exercés deviendront caducs de plein droit) ;
- que chaque BSPCE₂₀₁₈ permet de souscrire à une (1) action ordinaire de la Société, pour un prix de quatre-vingt-treize euros et quatre-vingt-sept centimes (93,87 €), soit un euro (1 €) de valeur nominale et quatre-vingt-douze euros et quatre-vingt-sept centimes (92,87 €) de prime d'émission ;
- que les BSPCE₂₀₁₈ sont exerçables depuis le 11 janvier 2021, et ne sont plus exerçables à compter de la fin du contrat de travail ou du mandat social du titulaire au sein de la Société (date à laquelle les BSPCE₂₀₁₈ non exercés deviendront caducs de plein droit) ;
- que tant pour les BSPCE₂₀₁₆ que pour les BSPCE₂₀₁₈, le prix de souscription des actions nouvelles, souscrites en exercice des bons, devra être libéré intégralement à la souscription, tant du montant nominal que de la prime d'émission, par un versement en numéraire ou par compensation avec des créances liquides et exigibles détenues sur la Société ;
- que l'assemblée générale extraordinaire de la Société du 14 septembre 2016 a donné tout pouvoir à la Présidente, aux fins de, notamment, (a) recueillir la ou les souscriptions des actions souscrites en exercice des BSPCE₂₀₁₆, (b) recueillir le ou les versements correspondants et le ou les remettre au dépositaire des fonds de son choix, (c) constater la ou les augmentations de capital résultat de la ou des souscriptions à des actions nouvelles, (d) radier la ou les BSPCE₂₀₁₆ exercés et inscrire les actions souscrites dans la comptabilité des titres de la Société, (e) modifier corrélativement les statuts de la Société, (f) accomplir les formalités avec faculté de délégation, (g) et plus généralement, faire tout ce qui se révélerait nécessaires et/ou utiles à cette fin ;
- que l'assemblée générale extraordinaire de la Société du 28 juin 2018 a donné tout pouvoir à la Présidente, aux fins de, notamment (a) recueillir la ou les souscriptions des actions souscrites en exercice des BSPCE₂₀₁₈, (b) recueillir le ou les versements correspondants et le ou les remettre au dépositaire des fonds de son choix, (c) constater la ou les augmentations de capital résultat de la ou des souscriptions à des actions nouvelles, (d)

radier la ou les BSPCE₂₀₁₈ exercés et inscrire les actions souscrites dans la comptabilité des titres de la Société, (e) modifier corrélativement les statuts de la Société, (f) accomplir les formalités avec faculté de délégation, (g) et plus généralement, faire tout ce qui se révélerait nécessaires et/ou utiles à cette fin ;

- que Madame Keren Bismuth, salariée de la Société, a bénéficié, de 297 BSPCE₂₀₁₆ et de 800 BSPCE₂₀₁₈ ;
- qu'à la date des présentes, Madame Keren Bismuth est toujours salariée de la Société, et n'est pas en préavis de démission ou de licenciement, et que dès lors, les conditions d'exercice des BSPCE₂₀₁₆ et des BSPCE₂₀₁₈ de Madame Keren Bismuth sont remplies ;
- que Madame Keren Bismuth a remis le 23 mai 2023 à la Présidente un bulletin de souscription par lequel elle déclare :
 - exercer l'intégralité de ses 297 BSPCE₂₀₁₆ pour un prix de 15 028,20 euros, correspondant à la souscription de 297 actions ordinaires de la Société d'un euro de valeur nominale chacune ;
 - exercer 53 BSPCE₂₀₁₈ pour un prix de 4 975,11 euros, correspondant à la souscription de 53 actions ordinaires nouvelles de la Société d'un euro de valeur nominale chacune ;
 - libérer en intégralité la souscription aux 350 actions ordinaires nouvelles de la Société, soit la somme totale de 20 003,31 euros, prime d'émission d'un montant total de 19 653,31 euros incluse, par virement de fonds immédiatement disponibles sur le compte bancaire de la Société ;
- que la Présidente a constaté le 25 mai 2023 la bonne réception des 20 003,31 euros ainsi versés par Madame Keren Bismuth à l'appui de sa souscription sur le compte bancaire de la Société ;
- que le capital social se trouve ainsi augmenté d'un montant nominal de trois cent cinquante euros (350 €), par la création de trois cent cinquante (350) actions nouvelles ;
- que Madame Keren Bismuth reste donc titulaire de 747 BSPCE₂₀₁₈, et ce jusqu'à la date de fin de son contrat de travail au sein de la Société, date à laquelle ils deviendront caducs de plein droit, faute d'avoir été exercés ;

A PRIS EN CONSEQUENCE LES DECISIONS RELATIVES A :

- constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital consécutive à l'exercice de 297 BSPCE₂₀₁₆ et 53 BSPCE₂₀₁₈ ;
- modification corrélatrice des statuts de la Société ;
- pouvoirs pour formalités.

* *

*

PREMIERE DECISION

*(Constatation de la réalisation définitive de l'augmentation de capital
consécutive à l'exercice de 297 BSPCE₂₀₁₆ et 53 BSPCE₂₀₁₈)*

La Présidente,

au vu des pièces et documents présentés,

constate la réalisation définitive de l'augmentation de capital de la Société, à hauteur d'un montant nominal de trois cent cinquante euros (350 €), résultant de l'exercice des droits attachés à (a) deux cent quatre-vingt-dix-sept (297) BSPCE₂₀₁₆ émis par la Présidente le 12 juin 2018 sur délégation de l'assemblée générale extraordinaire du 14 septembre 2016 et (b) cinquante-trois (53) BSPCE₂₀₁₈ émis par la présidente le 11 janvier 2019, sur délégation de l'assemblée générale extraordinaire du 28 juin 2018,

constate qu'ainsi trois cent cinquante (350) actions ordinaires nouvelles ont été souscrites, qu'elles ont été libérées des sommes exigibles en conformité avec les conditions de l'émission des BSPCE concernés, et que par suite trouve réalisée une augmentation de capital d'un montant nominal de trois cent cinquante euros (350 €), accompagnée d'une prime d'émission d'un montant global de dix-neuf mille six cent cinquante-trois euros et trente-et-un centimes (19 653,31 €),

rappelle que les action nouvelles sont créées avec jouissance courante à compter du jour de leur souscription, à partir duquel elles sont entièrement assimilées aux actions anciennes, et jouissent des mêmes droits.

DEUXIEME DECISION

(Modifications corrélatives des statuts de la Société)

La Présidente,

en conséquence de la décision qui précède,

et usant des pouvoirs qui lui ont été conférés par les assemblées générales extraordinaires de la Société des 14 septembre 2016 et 28 juin 2018,

décide de supprimer le dernier alinéa de l'article 6 « Apports » des statuts de la Société et de le remplacer par les alinéas suivants :

« Par décisions du 26 mai 2023, la présidente de la Société a constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital en numéraire résultant de l'exercice de BSPCE émis par la Présidente le 12 juin 2018 sur délégation de l'assemblée générale extraordinaire du 14 septembre 2016 et de BSPCE émis par la présidente le 11 janvier 2019, sur délégation de l'assemblée générale extraordinaire du 28 juin 2018, par émission de trois cent cinquante (350) actions ordinaires nouvelles, d'une valeur nominale d'un euro (1 €) chacune.

Total des apports : cinquante-sept mille cinq cent cinquante-trois euros (57 553 €). »,

décide de remplacer le texte de l'article 7 « Capital Social » des statuts de la Société et de le remplacer par les stipulations suivantes :

« Le capital social est fixé à la somme de cinquante-sept mille cinq cent cinquante-trois euros (57 553 €).

Il est divisé en cinquante-sept mille cinq cent cinquante-trois (57 553) actions ordinaires d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, souscrites et libérées en intégralité, toutes de même catégorie. »

TROISIEME DECISION

(Pouvoirs pour formalités)

La Présidente,

décide de conférer tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes en vue de l'accomplissement des formalités.

* * *

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé via DocuSign par la Présidente.

Revital RATTENBACH

RACHEL-REVITAL RATTENBACH
Présidente

4P-PHARMA

Société par actions simplifiée au capital social de 57 553 euros

Siège social : Campus de l'Institut Pasteur de Lille

1, rue du Professeur Calmette, 59000 Lille

804 204 071 RCS Lille Métropole

STATUTS

**MIS A JOUR PAR DECISIONS
DE LA PRESIDENTE DU 26 MAI 2023**

Copie Certifiée conforme

MADAME RACHEL-REVITAL RATTENBACH

Présidente

SOMMAIRE

Article 1. FORME DE LA SOCIÉTÉ	3
Article 2. OBJET	3
Article 3. DÉNOMINATION SOCIALE.....	3
Article 4. SIÈGE SOCIAL.....	4
Article 5. DURÉE.....	4
Article 6. APPORTS	4
Article 7. CAPITAL SOCIAL	6
Article 8. MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL - ÉMISSION DE VALEURS MOBILIÈRES...	6
Article 9. LIBÉRATION DES ACTIONS	7
Article 10. FORME DES ACTIONS	7
Article 11. DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS	7
Article 12. TRANSFERT DES TITRES	8
Article 13. PRÉSIDENT	8
Article 14. DIRECTEUR GÉNÉRAL OU DIRECTEUR GENERAL DÉLÉGUÉ	9
Article 15. COMITÉ STRATÉGIQUE.....	10
Article 16. CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS	12
Article 17. COMMISSAIRES AUX COMPTES	13
Article 18. DÉCISIONS DES ASSOCIÉS OU DE L'ASSOCIÉ UNIQUE	13
Article 19. DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE OU DES ASSOCIÉS	14
Article 20. INFORMATION DES ASSOCIÉS	18
Article 21. CONSEIL SOCIAL ET ECONOMIQUE	18
Article 22. EXERCICE SOCIAL	20
Article 23. COMPTES ANNUELS	20
Article 24. AFFECTATION DES RÉSULTATS	21
Article 25. MODALITÉS DE PAIEMENT DES DIVIDENDES	21
Article 26. DISSOLUTION ANTICIPÉE.....	22
Article 27. LIQUIDATION	22
Article 28. CONTESTATIONS	22

* *

*

Article 1. FORME DE LA SOCIÉTÉ

La société est une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur, notamment par les dispositions du Code de commerce, ainsi que par les présents statuts (ci-après la "**Société**").

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme sociale, qu'elle compte un ou plusieurs associés.

Les titres financiers de la Société ne sont pas admis aux négociations sur un marché réglementé, ni offerts au public.

Article 2. OBJET

La Société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger :

- Découverte de nouveaux médicaments et développement d'une plateforme préclinique pour des partenaires ou pour du service ;
- Développement de ses propres biothérapeutiques capables de traiter et de cibler les maladies orphelines ainsi que des indications de maladies de marchés plus larges ;
- Offre de services en fournissant à ses partenaires et ses clients une expertise unique et des outils de développement de thérapeutiques et de dispositifs médicaux ;
- Toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou transactions immobilières, directement ou indirectement liées à l'un des objets mentionnés ci-dessus ou avec des objets similaires ou connexes.

La Société peut agir en tous pays, directement ou indirectement, pour son compte ou celui de tiers, soit seule, soit en association, participation, groupement ou société, avec toutes autres personnes ou sociétés et réaliser sous quelque forme que ce soit les opérations entrant dans son objet.

Article 3. DÉNOMINATION SOCIALE

3.1. La dénomination de la Société est : « **4P-PHARMA** »

3.2. Tous les actes ou documents émanant de la Société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du montant du capital social ainsi que le lieu et le numéro d'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés.

Article 4. SIÈGE SOCIAL

4.1. Le siège social est fixé au **Centre de l'Institut Pasteur de Lille – 1 rue du Professeur Calmette – 59000 Lille.**

4.2. Il pourra être transféré en tout autre endroit en France par simple décision du Président qui est investi des pouvoirs nécessaires pour modifier en conséquence les statuts, sans qu'il soit besoin d'une ratification par décision de l'associé unique ou des associés

Article 5. DURÉE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) ans à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf en cas de dissolution anticipée prévue aux présents statuts.

Article 6. APPORTS

Il a été fait apport lors de la constitution de la Société, d'une somme en numéraire de cinquante et un mille euros (51 000 €).

Par décision du Président en date du 25 septembre 2015, suivant délégation de l'assemblée générale extraordinaire du 6 août 2015, il a été décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 4 332 € pour le porter de 51 000 € à la somme de 55 332 € par émission de 4 332 actions de 1 € de valeur nominale, intégralement souscrites et libérées en numéraire.

Par décision du président en date du 14 septembre 2016, suivant délégation de l'assemblée générale extraordinaire en date du 14 septembre 2016, il a été décidé d'augmenter le capital social d'une somme de 3 952 € pour le porter de 55 332 € à la somme de 59 284 € par émission de 3 952 actions de 1 € de valeur nominale, intégralement souscrites et libérées en numéraire.

Suivant assemblée générale extraordinaire des associés en date du 28 juin 2018 et suivant décision du Directeur Général en date du 26 juillet 2018, le capital social a été augmenté d'une somme de 4 416 € pour le porter de 59 284 € à 63 700 € par émission de 4 416 actions ordinaires nouvelles d'un euro (1 €) chacune de valeur nominale, assorties d'une prime d'émission, intégralement souscrites et libérées en numéraire.

Aux termes des décisions unanimes des associés en date du 4 mars 2019, le capital social a été réduit d'une somme de vingt-cinq mille sept cent quarante-six euros (25 746 €) aux termes d'une réduction de capital non motivée par des pertes, pour le ramener de soixante-trois mille sept cents euros (63 700 €) à trente-sept mille neuf-cent cinquante-quatre euros (37 954 €) par voie de rachat de 25 746 actions de la Société d'une

valeur nominale de un euro (1 €) chacune auprès des associés suivi de leur annulation.

Suivant décision du Président en date du 5 août 2020 agissant sur délégation de l'assemblée générale du 14 septembre 2016, le capital social a été augmenté d'une somme de 198 € pour le porter de 37 954 € à 38 152 € par émission de 198 actions ordinaires nouvelles de 1 € chacune de valeur nominale, par suite de l'exercice des droits de souscription attachés à des bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (« BSPCE »).

Suivant décision du Président en date du 4 juin 2021 agissant sur délégation de l'assemblée générale du 18 novembre 2020, le capital social a été augmenté d'une somme de 700 € pour le porter de 38 152 € à 38 852 € par émission de 700 actions ordinaires nouvelles de 1 € chacune de valeur nominale, par suite de la conversion d'obligations convertibles émises par la Société le 18 novembre 2020.

Par décisions du 11 juin 2021, le président de la Société a constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal de 1 896 euros par émission de 1 896 actions ordinaires nouvelles, d'une valeur nominale d'un euro chacune, décidée par la collectivité des associés le 4 juin 2021.

Par décisions du 29 décembre 2021, le président de la Société a constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal de 5 531 euros par émissions de 5 531 actions ordinaires nouvelles, d'une valeur nominale d'un euro chacune, décidée par l'Assemblée générale des associés le 22 décembre 2021.

Par décisions du 26 octobre 2022, la présidente de la Société a constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital en numéraire résultant de la conversion de bons de souscription d'actions émis par la Société le 22 décembre 2021, par émission de 2 731 actions ordinaires nouvelles, d'une valeur nominale d'un euro chacune.

Par décisions du 17 janvier 2023, la présidente de la Société a constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital en numéraire résultant de la conversion de bons de souscription d'actions émis par la Société le 22 décembre 2021, par émission de 8 193 actions ordinaires nouvelles, d'une valeur nominale d'un euro chacune.

Par décisions du 26 mai 2023, la présidente de la Société a constaté la réalisation définitive d'une augmentation de capital en numéraire résultant de l'exercice de BSPCE émis par la Présidente le 12 juin 2018 sur délégation de l'assemblée générale extraordinaire du 14 septembre 2016 et de BSPCE émis par la présidente le 11 janvier 2019, sur délégation de l'assemblée générale extraordinaire du 28 juin 2018, par émission de trois cent cinquante (350) actions ordinaires nouvelles, d'une valeur nominale d'un euro (1 €) chacune.

Total des apports : cinquante-sept mille cinq cent cinquante-trois euros (57 553 €).

Article 7. CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de cinquante-sept mille cinq cent cinquante-trois euros (57 553 €).

Il est divisé en cinquante-sept mille cinq cent cinquante-trois (57 553) actions ordinaires d'un euro (1 €) chacune souscrites et libérées intégralement en numéraire, et toutes de même catégorie.

Article 8. MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL - ÉMISSION DE VALEURS MOBILIÈRES

- 8.1.** Toute modification du capital résultant d'une opération d'augmentation, d'amortissement ou de réduction du capital social, requiert une décision collective des associés ou une décision de l'associé unique, dans les formes et conditions de l'Article 18 et de l'Article 19 des présents statuts.
- 8.2.** Toutes les informations ou notifications aux associés seront effectuées dans les mêmes formes que celles des convocations aux assemblées générales et dans les délais fixés par l'assemblée générale.
- 8.3.** En cas d'augmentation du capital social par émission d'actions de numéraire et si la Société comporte plusieurs associés, un droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles est réservé aux associés, dans les conditions édictées par la loi.
- 8.4.** En cas de pluralité d'associés et lors de la décision collective d'augmentation de capital, les associés peuvent supprimer le droit préférentiel de souscription en faveur d'une ou plusieurs personnes ou catégorie de personnes dénommées, dans le respect des conditions prévues par la loi. Chaque associé peut aussi renoncer individuellement à ce droit préférentiel de souscription.
- 8.5.** Plus généralement, toute émission de valeurs mobilières, notamment de valeurs mobilières donnant droit, de quelque façon que ce soit, à l'attribution d'un titre représentatif du capital de la Société, requiert une décision collective des associés ou une décision de l'associé unique dans les formes et conditions de l'Article 18 et de l'Article 19 des présents statuts.
- 8.6.** Après avoir décidé d'augmenter, d'amortir ou de réduire le capital social, les associés ou l'associé unique peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires en vue de réaliser l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital social.

Article 9. LIBÉRATION DES ACTIONS

Lors d'une émission d'actions nouvelles, les actions de numéraire sont obligatoirement libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. La libération du surplus doit intervenir, en une ou plusieurs fois, dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'augmentation de capital est devenue définitive.

Article 10. FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

A la demande d'un associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la Société

Les attestations d'inscription en compte sont valablement signées par le Président ou le Directeur Général ou Directeur général délégué ou par toute autre personne ayant reçu délégation du Président ou d'un Directeur Général ou Directeur général délégué à cet effet.

Article 11. DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHÉS AUX ACTIONS

11.1. Chaque action donne droit à son porteur, dans l'actif social, les bénéfices et le boni de liquidation, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

11.2. Chaque action donne, en outre, le droit au vote et à la représentation dans les décisions de l'associé unique ou des associés, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux dans les conditions prévues par les présents statuts.

11.3. La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts, aux modifications ultérieures et à toutes décisions des associés ou de l'associé unique.

11.4. L'associé unique ou les associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

11.5. Les droits et obligations attachés à chaque action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

11.6. Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en

nombre insuffisant ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de se regrouper et de faire leur affaire personnelle de ce groupement et éventuellement de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

11.7. Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les associés propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux, considéré comme seul propriétaire ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la Société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis à vis de la Société, qu'à l'expiration d'un délai d'un (1) mois à compter de sa notification à la Société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

11.8. Les droits de vote appartiennent au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices qui sont réservées à l'usufruitier.

En tout état de cause, l'usufruitier et le nu-propriétaire seront appelés à participer à toute assemblée générale.

Article 12. TRANSFERT DES TITRES

12.1. Le transfert de titres ou de valeurs mobilières de la Société résulte de leur inscription au compte du cessionnaire dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur. Le virement du compte du cédant au compte du cessionnaire s'effectue sur production d'un ordre de mouvement signé par le cédant et le cessionnaire ou leur mandataire. Ce mouvement est inscrit dès réception sur un registre coté et paraphé, ci-après désigné « registre des mouvements ».

Les frais de transfert de titres sont à la charge du ou des cessionnaires, sauf convention contraire entre cédant(s) et cessionnaire(s).

12.2. Les transferts de titres de la Société sont libres et ne sont soumis à aucune restriction, sauf existence d'un pacte d'associés et/ou dispositions législatives ou réglementaires contraires.

Article 13. PRÉSIDENT

13.1. La Société est gérée et administrée par un Président, personne physique ou morale. Le Président peut être choisi parmi les associés ou en dehors d'eux. Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent la même responsabilité civile et pénale que s'ils

étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président est nommé avec ou sans limitation de durée par décision du Comité Stratégique. Son mandat, s'il est d'une durée limitée, est renouvelable sans limitation. Il peut être révoqué par décision du Comité Stratégique.

- 13.2.** Les fonctions de Président peuvent être exercées à titre gratuit ou être rémunérée. Dans ce dernier cas, le Président recevra la rémunération fixe et/ou variable qui sera jugée appropriée par le Comité Stratégique, étant entendu cependant que, dans tous les cas, les frais qu'il encourt dans l'exercice de ses fonctions pourront lui être remboursés contre remise de justificatifs.
- 13.3.** Le Président représente la Société à l'égard des tiers et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société dans la limite de l'objet social. Le Président exerce la direction générale de la Société. Il doit exercer ces pouvoirs dans le respect de la loi et des règlements en vigueur et des présents statuts, et agir dans l'intérêt de la Société.
- 13.4.** Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances ; cependant, la seule publication des statuts ne suffit pas à constituer cette preuve.
- 13.5.** Dans les rapports avec la Société et les associés, le Président assumera la direction générale et l'administration de la Société et disposera des pouvoirs les plus étendus pour organiser, gérer, orienter les activités de la Société dans les limites de l'objet social et dans l'intérêt de la Société, sous réserve des pouvoirs attribués par la loi et par les présents statuts à l'associé unique, ou à la collectivité des associés et sous réserve des stipulations de tout accord extrastatutaire.
- 13.6.** Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

Article 14. DIRECTEUR GÉNÉRAL OU DIRECTEUR GENERAL DÉLÉGUÉ

- 14.1.** Le Président, après consultation du Comité Stratégique, peut nommer un ou plusieurs Directeurs généraux ou Directeurs généraux délégués, personnes physiques, associés ou non.
- 14.2.** Le Directeur général ou Directeur général délégué dispose à l'égard des tiers des mêmes pouvoirs que le Président, à savoir les pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société dans la limite de l'objet social, sauf limitation décidée par le Président (après

consultation du Comité Stratégique) au moment de la nomination ou en cours de mandat.

Le Directeur Général ou Directeur général délégué est nommé avec ou sans limitation de durée par décision du Président, après consultation du Comité Stratégique. Il peut être révoqué *ad nutum* dans les mêmes conditions.

14.3. La rémunération du Directeur général ou Directeur général délégué sera fixée par la décision le nommant à ces fonctions ou en cours de mandat. Il aura droit au remboursement de ses frais sur présentation des justificatifs.

14.4. Le Directeur Général ou Directeur général délégué peut déléguer une partie de ses pouvoirs à une ou plusieurs personnes dans les mêmes conditions que le Président.

Article 15. COMITÉ STRATÉGIQUE

15.1. Composition

15.1.1. Le comité stratégique (le "**Comité Stratégique**" ou le "**Comité**") est composé de cinq (5) membres au moins et de sept (7) membres du plus.

15.1.2. Les membres du Comité Stratégique sont nommés parmi les personnes physiques ou morales associées ou en dehors d'eux, par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés statuant conformément aux stipulations de l'article 19.11.

Les personnes morales nommées le cas échéant au Comité Stratégique sont tenues de désigner un représentant permanent, qui est soumis aux mêmes conditions et obligations que s'il était membre du Comité en son nom propre.

Lorsque la personne morale révoque le mandat de son représentant permanent, elle est tenue de pourvoir en même temps à son remplacement. Il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

15.1.3. Les membres du Comité sont nommés par l'associé unique ou par la collectivité des associés pour une durée de trois (3) années, expirant à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire annuelle ayant statué sur les comptes de l'exercice social écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat. Leurs mandats sont renouvelables, sans limitation. Ils peuvent être révoqués dans les mêmes conditions que pour leur nomination.

15.1.4. En cas de vacance par décès ou par démission d'un ou plusieurs sièges, le Comité peut, entre deux décisions collectives ou dans l'attente d'une décision de l'associé unique, procéder à des nominations à titre provisoire jusqu'à la prochaine assemblée générale des associés.

15.2. Président du Comité Stratégique

Le Comité élit en son sein un président du Comité Stratégique qui sera chargé de convoquer le Comité et d'en diriger les débats. Il exerce ses fonctions pendant la durée de son mandat de membre du Comité.

15.3. Délibérations du Comité Stratégique

15.3.1. Le Comité se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige.

15.3.2. Le Comité est convoqué par tout moyen par le président du Comité Stratégique, ou par le Président de la Société, au moins sept (7) jours avant la tenue de la réunion (sauf accord contraire des membres du Comité pour raccourcir ce délai). Les réunions se tiennent au siège social de la Société, ou en tout lieu indiqué dans la convocation.

15.3.3. Le Président de la Société, s'il n'est pas lui-même membre du Comité, peut assister aux réunions et aux délibérations du Comité. Toutefois, s'il n'est pas membre du Comité, il n'aura pas de voix délibérative. le cas échéant, le(s) directeur(s) général(aux) et le(s) directeur(s) général(aux) délégué(s), s'ils ne sont pas membres du Comité, peuvent être invités aux réunions et aux délibérations du Comité par son président, sans voix délibérative.

15.3.4. La présence effective de la moitié au moins des membres du Comité est nécessaire pour la validité des délibérations du Comité.

15.3.5. Les réunions du Comité peuvent se tenir, pour tout ou partie des membres du Comité, au moyen de visioconférences ou de tout autre moyen de télécommunication permettant l'identification certaine, à tout moment au cours de la réunion, des membres du Comité présents, et leur participation effective à la réunion, ainsi que la retransmission continue et simultanée des délibérations. Les membres du Comité assistant à la réunion de cette manière sont considérés comme présents.

15.3.6. Les décisions du Comité sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés. Chaque membre présent ou représenté dispose d'une voix. Chaque membre présent ne peut disposer que d'un seul pouvoir.

15.3.7. Les décisions du Comité sont constatées par des procès-verbaux.

15.4. Missions et pouvoirs du Comité Stratégique

15.4.1. Le Comité a pour mission de conseiller le Président sur les orientations stratégiques et sur l'activité de la Société conformément à son objet social. . Ainsi, le Comité pourra être le lieu privilégié où sont abordés la situation et l'activité de la Société, son évolution prévisible et ses

perspectives et où seront débattues la stratégie et les grandes orientations conformément à l'objet social de la Société.

15.4.2. Le Comité nomme le président et, le cas échéant, le(s) directeur(s) général(aux) et le(s) directeur(s) général(aux) délégué(s) et déterminent leur rémunération.

15.5. Rémunération des membres du Comité Stratégique

Les fonctions de membres du Comité et de président du Comité Stratégique sont non rémunérées, sauf décision contraire de l'associé unique ou de la collectivité des associés statuant dans les conditions de l'article 19.11.

15.6. Censeurs

L'associé unique ou la collectivité des associés statuant dans les conditions de l'article 19.11 auront la possibilité de nommer un ou plusieurs censeur(s). Le ou les censeurs auront la possibilité d'assister à toutes les réunions du Comité, sans voix délibérative, et seront convoqués aux réunions dans les mêmes conditions que les membres du Comité. Ils seront tenus de la même obligation de discrétion et de confidentialité que les membres du Comité. Les fonctions de censeurs ne seront pas rémunérées. Ils sont révoqués par l'associé unique ou la collectivité des associés statuant dans les conditions de l'article 19.11. Les censeurs sont désignés dans les conditions précitées pour une durée de trois (3) années, expirant à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire annuelle ayant statué sur les comptes de l'exercice social écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat. Leurs mandats sont renouvelables, sans limitation.

Article 16. CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS

16.1. Les conventions définies à l'article L 227-10 du Code de commerce sont soumises aux formalités de contrôle prescrites par ledit article.

16.2. Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et éventuellement pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

16.3. Lorsque la Société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son dirigeant.

16.4. Les interdictions prévues à l'article L 225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président et aux autres dirigeants de la Société.

Article 17. COMMISSAIRES AUX COMPTES

17.1. La collectivité des associés désigne, lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales et réglementaires, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants.

Lorsque la désignation d'un commissaire aux comptes titulaire et/ou d'un commissaire aux comptes suppléant demeure facultative, c'est à la collectivité des associés, statuant dans les conditions prévues à l'Article 19 des présents statuts, qu'il appartient de procéder à de telle désignations, si elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Les commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

17.2. Le cas échéant, le ou les commissaires aux comptes sont désignés pour six exercices. Ils exercent leurs fonctions et sont rémunérés conformément à la loi.

Article 18. DÉCISIONS DES ASSOCIÉS OU DE L'ASSOCIÉ UNIQUE

18.1. Une décision du ou des associés est nécessaire notamment pour les actes et opérations énumérés ci-dessous :

- (i) augmentation, réduction ou amortissement de capital social et, plus généralement, émission de valeurs mobilières, notamment de valeurs mobilières donnant droit, de quelque façon que ce soit, à l'attribution d'un titre représentatif du capital de la Société ;
- (ii) fusion, scission, apport partiel d'actif soumis au régime juridique des scissions, liquidation ou dissolution ;
- (iii) modification des présents statuts, sauf pour le transfert du siège social en France ;
- (iv) approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- (v) toute distribution faite aux associés ou à l'associé unique, à l'exception des acomptes sur dividendes ;
- (vi) nomination des commissaires aux comptes titulaires et suppléants ;

- (vii) transformation de la Société en société d'une autre forme ;
- (viii) nomination du liquidateur et toutes décisions relatives aux opérations de liquidation de la Société ;
- (ix) approbation des comptes annuels en cas de liquidation ;
- (x) prorogation de la durée de la Société ;
- (xi) nomination et révocation des membres du Comité Stratégique ;
- (xii) toute décision entraînant une augmentation des engagements de tout associé et notamment l'augmentation de la valeur nominale des actions sauf par voie d'incorporation de réserve, la transformation en une société en nom collectif, l'adoption d'un capital variable.

18.2. Toute autre décision relève de la compétence du Président, sous réserve des pouvoirs expressément attribués par les présents statuts au Directeur Général ou Directeur général délégué.

Article 19. DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE OU DES ASSOCIÉS

19.1. Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, l'associé unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi et les présents statuts à la collectivité des associés.

19.2. Les droits de vote attachés aux actions sont proportionnels à la quotité de capital qu'ils représentent et chaque action donne droit à son détenteur à une voix.

19.3. En cas de pluralité d'associés, les décisions des associés sont prises à l'initiative du Président ou à la demande de tout associé représentant au moins dix pourcent (10%) du capital social (un « **Demandeur** »). Dans ce dernier cas, le Président, s'il n'est pas associé, est avisé de la même façon que les associés.

19.4. Les décisions de l'associé unique sont prises à l'initiative du Président ou, à défaut, à la demande de l'associé unique. Dans ce dernier cas, le Président en est avisé. Si la décision intervient à l'initiative du Président, ce dernier établit un rapport.

19.5. L'ordre du jour, en vue des décisions collectives, est arrêté par l'auteur de la convocation.

19.6. A compter de la convocation à l'Assemblée Générale, tout associé, représentant au moins 10 % du capital social, peut demander l'inscription d'un point supplémentaire à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale, par tout moyen de communication écrit en ce compris par transmission

électronique adressé à l'auteur de la convocation au moins trois (3) jours avant la réunion de l'Assemblée Générale.

Cette demande, pour être prise en compte, devra contenir les éléments suivants :

- texte du projet de résolution ;
- bref exposé des motifs.

19.7. Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, les règles relatives aux décisions collectives des associés (convocation, vote, majorité) ne sont pas applicables. En cas d'associé unique, celui-ci ne peut déléguer ses pouvoirs.

19.8. Si la Société ne comporte qu'un seul associé et s'il existe des commissaires aux comptes, ces derniers sont avisés dans les meilleurs délais de la décision projetée par celui qui en a eu l'initiative.

19.9. En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix du Demandeur, en Assemblée Générale (soit au siège social, soit en tout autre endroit désigné dans la convocation) ou par consultation écrite ou par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle. Elles peuvent aussi s'exprimer par un consentement unanime des associés, donné dans un acte.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par un mandataire de son choix, qui peut ou non être un associé. Les mandats peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie ou transmission électronique. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat. Le nombre de mandat dont peut disposer un associé est illimité.

Chaque associé peut par ailleurs voter à distance lors de toute assemblée générale en adressant au Président préalablement à l'assemblée un formulaire de vote à distance daté et signé par lequel il fait part de son vote sur chaque résolution. A défaut d'exprimer son vote sur une des résolutions il sera réputé s'être abstenu sur la résolution concernée.

19.10. Concernant les décisions extraordinaires

19.10.1. Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions ayant pour conséquence de modifier les statuts (à l'exception de toute modification du siège social, du ressort du Président de la Société conformément aux stipulations de l'article 4.2).

19.10.2. La collectivité des associés statue sur les décisions extraordinaires à la majorité des voix des associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance, notamment concernant toutes les décisions suivantes :

- toute opération sur le capital, augmentation, réduction ou amortissement,
- toute décision ayant pour effet de modifier les statuts ;
- l'émission de toute action de préférence, d'obligation, tout titre donnant droit à une quote-part du capital.

19.11. Concernant les décisions ordinaires

19.11.1. Sont qualifiées d'ordinaires toutes les décisions relevant de la compétence de la collectivité des associés qui ne sont pas qualifiées d'extraordinaires.

19.11.2. La collectivité des associés statue au moins une fois par an, dans les six (6) mois de la clôture de chaque exercice social sur les comptes de cet exercice, et, le cas échéant, sur les comptes consolidés.

19.11.3. Elle statue sur les décisions ordinaires à la majorité des voix des associés présents, représentés ou ayant voté par correspondance.

19.12. Nonobstant ce qui précède, et si la Société comporte plusieurs associés, l'unanimité des associés est requise lorsque l'exige la loi.

19.13. Décisions prises en Assemblée Générale

19.13.1. L'Assemblée Générale est convoquée par le Président et à défaut, par un Demandeur. La convocation est faite par une notification envoyée par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique, huit (8) jours au moins avant la date de la réunion ; elle indique l'ordre du jour. Cependant, lorsque tous les associés sont présents ou représentés, l'Assemblée Générale peut se réunir sans convocation préalable. Le ou les commissaires aux comptes seront convoqués à l'Assemblée Générale dans les mêmes conditions que les associés.

19.13.2. L'Assemblée Générale est présidée par le Président de la Société ou, en son absence, par un associé spécialement délégué ou élu à cet effet par l'Assemblée.

19.13.3. A chaque Assemblée Générale est tenue une feuille de présence, et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé (i) par le Président de séance et (ii) par au moins un associé, présent ou par le mandataire d'un associé représenté, étant précisé que si le Président de séance est associé, il signe seul le procès-verbal.

19.14. Décisions prises par consultation écrite

19.14.1. En cas de consultation écrite (en ce compris toute consultation effectuée par télécopie ou par transmission électronique), le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires sont adressés

par le Président ou le Demandeur à chaque associé, ainsi qu'au Président si celui-ci n'est pas le Demandeur, par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique. Les associés disposent d'un délai minimal de huit (8) jours à compter de la réception des projets de résolutions, pour émettre leur vote. Le vote peut être émis par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai accordé aux associés pour répondre (s'il n'est pas précisé dans les résolutions, ce délai sera de huit (8) jours) est considéré comme s'étant abstenu. Si les votes de tous les associés sont reçus avant l'expiration dudit délai, la résolution concernée sera réputée avoir fait l'objet d'un vote à la date de réception du dernier vote. Le ou les commissaires aux comptes, s'il en existe, sont informés de la consultation écrite, de la même manière que les associés.

19.14.2. La décision collective des associés est retranscrite dans un procès-verbal établi et signé par le Président, auquel est annexée chaque réponse des associés, immédiatement communiqué à la Société et conservé par la Société dans les conditions visées au paragraphe 19.16 ci-après.

19.15. Décisions prises par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle

19.15.1. Lors des réunions par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle, les associés et le Président, s'il n'est pas le Demandeur, sont convoqués par le Demandeur par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique, huit (8) jours au moins avant la date de la réunion. L'ordre du jour doit être indiqué, ainsi que la manière dont les associés peuvent prendre part à la réunion.

19.15.2. Le ou les commissaires aux comptes, s'il en existe, sont informés de la téléconférence téléphonique ou audiovisuelle dans les mêmes conditions que les associés.

19.15.3. Lorsque les décisions sont prises par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle, le Demandeur établit dans un délai de huit (8) jours à compter de la téléconférence, un exemplaire du procès-verbal de séance indiquant :

- l'identité des associés présents ou représentés, en précisant, le cas échéant, les mandats donnés à cet effet. Dans cette hypothèse, les mandats sont annexés au procès-verbal ;
- l'identité des associés absents ;
- le texte des résolutions ;
- pour chaque résolution, le résultat du vote.

19.15.4. Le Demandeur en adresse immédiatement une copie par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique, à

chacun des associés. Les associés ayant pris part à la téléconférence, en retournent une copie au Demandeur, dans les huit (8) jours, après l'avoir signée, par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique.

19.15.5. A réception des copies signées par les associés, le Demandeur établit le procès-verbal original. Ledit procès-verbal dûment signé par le Demandeur, la preuve de l'envoi du procès-verbal aux associés et les copies renvoyées dûment signées par les associés ainsi qu'il est indiqué ci-dessus sont immédiatement communiqués à la Société pour être conservés comme indiqué ci-après.

19.16. Les décisions de l'associé ou des associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuillets mobiles numérotés, conservé(s) par la Société. Les copies ou extraits des délibérations sont valablement certifiés par le Président ou un représentant autorisé dûment habilité à cet effet.

Article 20. INFORMATION DES ASSOCIÉS

20.1. L'ordre du jour, le texte des résolutions et les documents nécessaires à l'information des associés sont tenus à la disposition des associés ou de l'associé unique à l'occasion de toute consultation.

20.2. Plus généralement, l'associé unique ou les associés auront le droit de consulter, au siège social de la Société et, le cas échéant, de prendre copie, des statuts à jour de la Société ainsi que, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, des rapports et documents soumis aux associés à l'occasion des décisions collectives.

L'exercice de ce droit de consultation sera cependant soumis aux conditions suivantes : (i) l'associé concerné devra informer la Société, raisonnablement à l'avance, de son intention d'exercer ce droit de consultation, et (ii) l'exercice dudit droit ne devra pas perturber le fonctionnement de la Société.

Article 21. CONSEIL SOCIAL ET ECONOMIQUE

21.1. Les Délégués du Conseil social et économique exercent les droits définis par les articles L 2312-72 à L 2312-77 du Code du travail et suivants du Code du travail auprès du Président, assisté le cas échéant du Directeur Général ou du Directeur général délégué, s'il en existe. A cet effet, le Président avise les Délégués du Conseil social et économique de la décision projetée qui pourra intervenir par tous moyens et notamment par conférence téléphonique.

21.2. **Décisions prises en Assemblée Générale ou par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle**

En cas de pluralité d'associés, le Conseil social et économique sera tenu informé des dates de réunion des associés délibérant sous forme d'Assemblée Générale ou par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle, à la diligence du Président, et ce par tous moyens, dans les mêmes délais que les associés.

Les deux membres désignés par le Conseil social et économique appartenant l'un à la catégorie des cadres techniciens et agents de maîtrise et l'autre à la catégorie des employés et ouvriers, pourront assister, sans voix consultative ni délibérative, aux décisions prises par les associés sous la forme d'Assemblée Générale ou aux délibérations par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle. Ils doivent cependant, à leur demande, être entendus lors de toutes les délibérations requérant l'unanimité des associés telles que visées par l'article L.227-19 du Code de commerce.

Le Conseil social et économique représenté par un de ses membres mandaté à cet effet, peut en outre requérir l'inscription de projets de résolution à l'ordre du jour des Assemblées Générales.

La demande d'inscription des projets de résolutions, assortie d'un bref exposé des motifs et du texte des projets de résolutions, devra être adressée, au siège social, à l'attention du Président, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et devra, pour être inscrit à l'ordre du jour de l'Assemblée, être reçue par le Président, trois (3) jours au moins avant la date de l'Assemblée prévue à l'article 19.8.1 ci-dessus et trois (3) jours au moins avant la date de la réunion prévue à l'article 19.8.3 des statuts.

En cas de demande d'inscription de projets de résolutions par le mandataire du Conseil social et économique, le Président adresse, dès réception de cette demande, par tous moyens, un ordre du jour complémentaire aux destinataires des convocations.

21.3. Décisions prises par consultation écrite

En cas de pluralité d'associés et en cas de délibération par consultation écrite, le Conseil social et économique sera informé de l'ordre du jour et de la date prévue d'envoi des documents de la consultation écrite, par tout moyen, à la diligence du Président dans un délai de huit (8) jours avant ladite date. En outre, le Conseil social et économique sera destinataire du texte des résolutions proposées et des documents transmis aux associés dans les mêmes conditions que ces derniers.

Le Conseil social et économique représenté par un de ses membres mandaté à cet effet pourra requérir l'inscription de projets de résolutions assortis d'un bref exposé des motifs et du texte des projets de résolutions dans les conditions prévues à l'article 21.2 ci-dessus. Ces projets de résolutions devront, pour être inscrits à l'ordre du jour de la consultation

des associés, être reçus par le Président au moins trois (3) jours avant la date de ladite consultation écrite.

En cas de consultation écrite portant sur des questions requérant l'unanimité des associés telles que visées à l'article L. 227-19 du Code de commerce, le Conseil social et économique représenté comme il est dit ci-dessus pourra faire parvenir au Président dans les conditions prévues à l'article 21.2 ci-dessus, ses observations par écrit sur ladite question au plus tard trois (3) jours avant la date prévue pour l'envoi des documents de la consultation écrite, le Président devant joindre lesdites observations aux documents de la consultation écrite adressée aux associés.

21.4. Décisions de l'associé unique

Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, le Conseil social et économique sera informé de tout projet de décision de l'associé unique. Il sera destinataire des documents mis à la disposition de l'associé unique, par tous moyens, sur l'initiative du Président.

Le Conseil social et économique, représenté par un de ses membres mandaté à cet effet, peut en outre requérir auprès du Président, l'inscription de projets de résolutions assortis d'un bref exposé des motifs à l'ordre du jour des décisions de l'associé unique. Les demandes d'inscription, accompagnées du texte des projets de résolutions, adressées par le Conseil social et économique devront parvenir au Président par lettre recommandée avec accusé de réception au plus tard huit (8) jours avant la date prévue pour la prise de décision par l'associé unique pour être inscrits à l'ordre du jour des décisions de l'associé unique.

Par ailleurs, le Conseil social et économique pourra dans les mêmes conditions de forme et de délai que ci-dessus, pour tout projet de décision requérant l'unanimité telle que visée à l'article L. 227-19 du Code de commerce, faire parvenir au Président ses observations par écrit au plus tard trois (3) jours avant la date de la décision de l'associé unique.

Article 22. EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier de chaque année pour se terminer le 31 décembre suivant.

Article 23. COMPTES ANNUELS

23.1. Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément à la loi.

23.2. A la clôture de chaque exercice, le Président établit et arrête le bilan, le compte de résultat et l'annexe conformément à la loi.

- 23.3.** L'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, une décision collective des associés statue sur les comptes de l'exercice écoulé chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par une décision de justice.

Article 24. AFFECTATION DES RÉSULTATS

- 24.1.** Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice, fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.
- 24.2.** Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent (5%) au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième (1/10^{ème}) du capital social ; il reprend son cours lorsque pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.
- 24.3.** Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des sommes portées en réserve, en application de la loi et des présents statuts, et augmenté de tout report bénéficiaire.
- 24.4.** Ce bénéfice peut être mis en réserve ou distribué aux associés proportionnellement au nombre d'actions leur appartenant.
- 24.5.** L'associé unique ou les associés peuvent décider la distribution des sommes prélevées sur les réserves dont il(s) a (ont) la disposition, étant précisé que les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice de l'exercice, dans les conditions édictées par la loi.
- 24.6.** Sauf en cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux associés ou à l'associé unique lorsque les capitaux propres sont, ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant de capital effectivement souscrit à la date en question, augmenté des réserves que la loi ou les présents statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.
- 24.7.** Les pertes, s'il en existe, sont après approbation des comptes, reportées à nouveau pour être imputées sur les bénéfices ultérieurs jusqu'à apurement.

Article 25. MODALITÉS DE PAIEMENT DES DIVIDENDES

- 25.1.** La collectivité des associés ou l'associé unique statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque associé pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende,

une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions.

25.2. Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par une décision collective des associés.

25.3. La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après clôture de l'exercice, sauf prorogation de ce délai par autorisation de justice.

25.4. Toutefois, le Président peut décider, s'il le juge opportun, le versement d'un acompte sur dividende dans les conditions prévues à l'article L 232-12 du Code de commerce.

Article 26. DISSOLUTION ANTICIPÉE

26.1. La dissolution anticipée de la Société peut être décidée par décision collective des associés ou par l'associé unique, conformément aux dispositions de l'Article 18 et de l'Article 19 ci-dessus.

26.2. Si la Société ne comprend qu'un seul associé personne morale, la dissolution pour quelque cause que ce soit entraîne la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique personne morale, sans qu'il y ait lieu à liquidation dans les conditions prévues par la loi.

Article 27. LIQUIDATION

27.1. Hormis les cas de fusion, de scission ou de réunion de toutes les actions en une seule main, la dissolution de la Société entraîne sa liquidation.

27.2. En cas de pluralité d'associés, la décision collective des associés règle le mode de liquidation, nomme le liquidateur et fixe ses pouvoirs.

27.3. Les associés sont consultés en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif de liquidation, sur le quitus de la gestion du liquidateur et la décharge de son mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

27.4. Après dissolution de la Société, les copies ou extraits sont signés par le liquidateur.

Article 28. CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant le cours de la vie de la Société ou de sa liquidation, soit entre les associés ou l'associé unique et la Société, entre les associés eux-mêmes, concernant l'interprétation ou l'exécution des présents statuts ou généralement la

conduite de l'activité de la Société, sont soumises aux Tribunaux compétents.